



L'été a commencé chaud à Hambourg. Et de Charlottesville à Barcelone, août a montré le chaos de ce monde et ses dangers. Alors, plus que jamais, continuons le début.

Ce bulletin est un outil de travail. Il est composé de plusieurs textes écrits en juillet par des camarades sur quelques sujets qui nous semblent importants. Ils seront débattus lors du prochain week-end d'A2C début septembre.

Bulletin ouvert et évolutif à vocation régulière n°3 Aout- Septembre 2017 Prix conseillé : 1 euro

Édito 12 septembre et après

Le mouvement sera antiraciste ou ne sera pas !

Macron n'a décidément peur de rien. Alors qu'il se présentait comme anticolonialiste, il fait étalage de son armurerie devant Trump et se joue du surnom de B. Netanyahu. Il disait incarner le renouveau idéologique de la classe politique après les discours racistes de Sarkozy et Hollande, le voilà qui insinue que le retard accumulé par l'Afrique serait la dû à la fertilité des femmes africaines...

Cela n'a rien d'étonnant. Étant à la tête d'un État au sein duquel le colonialisme joue un rôle structurant pour le capitalisme français, son chef ne peut qu'être le relai principal de l'idéologie raciste et reproduire les discriminations qui en découlent à l'égard des migrantEs, des musulmanEs ou supposés tels des habitantEs des quartiers populaires.

Pourtant le degré des discriminations racistes varie au cours de l'histoire. Ces variations dépendent de trois éléments : de la trajectoire du capital, du rapport de forces du mouvement antiraciste et enfin du rapport plus global entre les classes.

Macron est parfaitement conscient de sa faible assise ; élu avec moins de 16% des suffrages, proposant des politiques des plus libérales, il va faire face à des confrontations de plus en plus violentes. La généralisation de la précarité, une hiérarchie des normes à jamais renversée rendant un pouvoir absolu au patronat, ou encore de nouvelles facilités de licenciement vont se trouver face à une forte opposition d'opinion que l'on espère voir se traduire dans la rue.

Une grande partie de la gauche radicale semble résolue à en découdre contre les ordonnances. La CGT appelle, sous la pression de larges franges de militantEs syndicalistes, à une journée de mobilisation le 12 septembre. La France insoumise a principalement axé sa campagne des législatives contre la destruction du Code du travail. Enfin, les assemblées de Nuit debout, les équipes syndicales combattives, les comités de mobilisation n'ont pas cessé totalement leurs activités. Cela laisse des possibilités importantes de voir naître un mouvement de grande ampleur à la rentrée contre les ordonnances.

Or, du point de vue de la classe dirigeante, la seule issue à court terme pour affaiblir les capacités de résistance de la population, pour tenter de regagner une hégémonie auprès des classes populaires, est bien le développement du racisme et du nationalisme, légitimant la mise en place de nouveaux outils pour réprimer. À ce jour, la flotte des identitaires anti-

migrants n'a pas été condamnée, au contraire de nouvelles dispositions européennes ont été prises à l'encontre des associations de sauvetages en Méditerranée. Ce n'est donc pas un hasard si les ordonnances néolibérales concordent avec l'entrée des principaux points de l'état d'urgence dans la législation française.

L'an dernier, un million de personnes dans la rue le 14 juin après trois mois de mouvement n'ont pas suffi à faire reculer le vote FN. Bien que l'opposition au néolibéralisme se soit en partie incarnée par un fort vote Mélenchon, ce n'est malheureusement pas que sur des bases antiracistes qu'il a mené sa campagne mais bien sur le thème de l'amour du drapeau et de la souveraineté nationale. Lorsqu'un parti fasciste collecte 10,6 millions de voix à l'élection présidentielle alors qu'une grande minorité de la classe s'est mobilisée et qu'une immense majorité s'est déclarée hostile au projet de loi, la conclusion doit être limpide : l'élévation du niveau de conscience ne suffit pas à faire reculer le racisme, qui reste un outil pas seulement pour diviser la classe ouvrière, mais bien pour unifier une partie d'entre elle aux visions de la bourgeoisie.



La mobilisation contre le néolibéralisme peut être cependant une formidable opportunité pour faire fermer leur gueule aux racistes mais à condition d'y avoir une intervention consciente. Les dockers de Calais qui ont manifesté pour le démantèlement de la jungle ou les salariés de Whirpool qui ont tapé des selfies avec Marine Le Pen n'arrêteront pas d'être racistes uniquement parce qu'ils prendront la rue à nos côtés. Comment la gauche radicale pourrait se retrouver à la tête d'un mouvement majoritaire alors qu'elle répond aussi mollement aux oppressions racistes qui touchent 30% de notre classe au quotidien ? Quelles organisations appellent à manifester auprès des familles, des jeunes des quartiers, des lycéenNEs lorsque Théo se fait violer ? Qui revendique encore la liberté de circulation et d'installation des migrantEs ? Qui encore se joint à la communauté musulmane lorsqu'une mosquée se fait en grande partie dégrader par une perquisition choquante et infondée à Aubervilliers après les attentats ?

Ainsi, le seul rempart contre le racisme est la classe en mouvement qui agit pour soutenir les personnes en lutte contre les discriminations subies. Ceci à condition que l'intervention antiraciste dans la classe devienne une obsession. Nous ne devons pas laisser passer l'occasion de

septembre. Mais pour cela il est absolument nécessaire que pas une AG sur les places, les lieux de travail ou les lieux d'étude n'oublie de voter des motions en soutien aux réfugiéEs. À l'heure où des résistances contre des licenciements islamophobes ont lieu dans la SNCF, la petite enfance et ailleurs, précarité et islamophobie doivent être combattues de pair. Les mobilisations de la jeunesse seront faites par des personnes qui ont vécu leurs premières expériences de mouvements en soutien aux lycéenNEs et étudiantEs sans papiers, contre les violences policières ou contre la répression et l'état d'urgence, il faut se battre pour que les courants voulant dépolitiser les mouvements ne soient pas cette avant-garde. Le 10 septembre est une journée de mobilisation contre la législation de l'état d'urgence, la jeunesse mobilisée se doit par exemple de construire ces deux dates. Nous devons nous inspirer de début de convergence, comme entre des représentantes de collectifs contre les violences policières et le Front social par exemple, tout en amplifiant le rôle des personnes qui s'organisent pour combattre le racisme dans les mobilisations sociales.

Gaël Braibant

Quel Antiracisme ?

Pourquoi la lutte contre le racisme est cruciale ?

Le communisme est l'alternative à la catastrophe vers laquelle nous entraîne le monde du Capital. Voilà ce qu'il y a à discuter et à préciser : nous pensons que, non seulement le communisme, mais aussi la lutte pour le communisme sont vouées à l'échec sans une lutte déterminée, dans les prises de position et surtout dans les actes, contre le nationalisme et le racisme, ici et maintenant..

Ce qui signifie qu'on ne construira aucune organisation digne de ce nom, qu'elle soit syndicale ou politique, sans combat pour une intervention, politique et pratique, aux côtés des migrantEs contre le régime des frontières, aux côtés des jeunes Noirs et Arabes contre les violences policières et aux côtés des MusulmanEs contre l'islamophobie.

Car le communisme n'est pas une nouvelle société de classes où la classe ouvrière serait la classe dominante. Le communisme c'est l'abolition de toute domination de classe. Nous revendiquons le rôle stratégique et dirigeant de notre classe – à condition de la prendre telle qu'elle est aujourd'hui - dans une perspective communiste. Mais nous disons que ce qui lui donne ce rôle c'est que son émancipation, en tant que classe, signifie l'émancipation de toute la société. Pour jouer ce rôle dirigeant et entraîner toute la société elle doit donc développer une conscience de lutte contre toutes les oppressions engendrées dans la société par la domination du Capital au-delà de la lutte contre l'exploitation qui lui est spécifique.

Nous en déduisons que la conscience de classe la plus élevée, celle qui permet de lutter de manière résolue contre le capitalisme, se développe au travers des luttes contre toutes les discriminations (de race, de genre...) et de leur articulation à la lutte contre l'exploitation. La lutte contre l'oppression est la moins mécanique qui soit parce que les oppressions et les discriminations traversent et empoisonnent notre classe de l'intérieur. C'est ce qui fait du

combat contre ces oppressions, lorsqu'il est mené par notre classe, l'élément le plus élevé, le plus politique, de la conscience de classe.

Le capitalisme entretient avec le racisme et le nationalisme des liens historiques et de sang. Le capitalisme a transformé le rapport d'exploitation en un contrat entre individus juridiquement « libres ». D'où la nécessité de légitimer l'esclavage en théorisant l'inhumanité des Noirs. Le capitalisme s'est développé politiquement sous la forme d'Etats-nation composés de citoyens « libres et égaux en droits », droits établis comme « universels ». D'où la nécessité de légitimer le colonialisme en théorisant l'inégalité « naturelle » des races, les raciséEs devenant des non-citoyens ou des sous-citoyens.

Sous le fouet de la dynamique d'accumulation, le Capital a toujours tendu à déborder les cadres géographiques et politiques de sa naissance. Chaque crise d'accumulation du Capital est devenue une crise politique des formes historiques étroites dans lesquelles il a émergé. Mais il n'a jamais réussi à les dépasser et c'est dans ces formes mêmes qu'il a tenté de régler ses crises. D'où les flambées de nationalisme et de racisme qui marquent de sang l'histoire du capitalisme.



L'expérience du XX^e siècle et la trajectoire actuelle du Capital semblent indiquer qu'il ne peut dépasser ces formes. L'ultra-impérialisme de Kaustky comme l'Empire de Toni Négri sont des théories qui se sont noyées, pour l'une dans l'expérience des deux guerres mondiales et de l'horreur de l'holocauste et pour l'autre dans les guerres et le retour des nationalismes de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e.

C'est ce type de situation qui marque notre période historique, crise structurelle du capitalisme et flambée du nationalisme, du militarisme et du racisme. Ce qui conditionne ce que nous nommons trajectoire du Capital. Nous n'en sommes qu'aux prémises.

La résolution de la crise migratoire qui est, en réalité une crise des politiques migratoires, suppose une attaque

résolue contre le régime des frontières, c'est-à-dire contre l'ordre des Etats-nations. La lutte contre l'islamophobie suppose une attaque résolue contre l'identité nationale liant une fraction de notre classe à l'Etat et aux capitaux auxquels il est lié. D'où la trajectoire potentiellement antagoniste des luttes antiracistes avec la trajectoire actuelle du Capital.

Il n'est pas anodin que les nouvelles formes du réformisme combinent une lutte contre l'austérité qui, pour radicale qu'elle puisse apparaître, au moins dans les mots, reste néanmoins dans le cadre du « contrat » salarial – établi au niveau de l'Etat - avec un « populisme » lié politiquement à une souveraineté et une citoyenneté « nationales ». Ces nouvelles formes du réformisme peuvent, parfois, mobiliser des fractions de notre classe. Mais l'expérience de Syriza en Grèce a montré leur impasse.

C'est pourquoi préparer notre classe à des confrontations majeures contre l'exploitation, afin d'entraîner l'ensemble de la société vers le communisme, sans une stratégie qui mette en avant la lutte contre le racisme, contre le nationalisme et le régime des frontières, serait le plus court chemin vers la défaite. Notre tâche est de favoriser aujourd'hui les formes de lutte, d'organisation et de conscience qui ne font pas cette impasse.

Denis Godard

Le FN est-il en crise ?

FN : la bête immonde qui monte...

En rassemblant 10,5 millions de voix au deuxième tour de l'élection présidentielle sur le nom de sa présidente, le Front national vient de réaliser son meilleur score depuis sa création en 1972

Bien que sous-représenté dans les institutions de la 5^{ème} République, notamment à l'Assemblée nationale, le FN sort considérablement renforcé de la séquence électorale. C'est dire à quel point le danger fasciste reste une donnée essentielle de la période.

On ne vote pas contre le F-Haine, on le combat !

Une nouvelle fois, "l'accident démocratique" n'a pas eu lieu, et le Front national n'aura pas percé le fameux "plafond de verre" qui aurait pu lui permettre de prendre le pouvoir par la voie électorale. On pourrait même aller jusqu'à dire que la présence d'unE candidatE FN au second tour de l'élection présidentielle est désormais le meilleur cas de figure pour faire gagner le candidat de la bourgeoisie. En 2002, Chirac fût pratiquement plébiscité par la rue en dépit d'un programme ultra réactionnaire, en 2017, Macron, ministre détesté par les opposants à la loi travail xxi et pour ses promesses de gouverner par ordonnances, bat largement Marine Le Pen (2/3 des suffrages exprimés) sans que ne se soit développée une mobilisation spécifiquement antifasciste.

Pour notre part, nous n'avons pas choisi entre la peste et le choléra, conscients de l'impasse que représentait le vote Macron, ultra minoritaire au sein de notre camp social si l'on tient compte des non-inscrits sur les listes électorales, des abstentionnistes (25% du corps électoral), des près de 10% qui ont voté blanc ou nul et des habitantEs de ce pays qui ont l'obligation d'y payer des impôts, mais pas le droit de voter. Nous n'avons pas voté Macron car il est le plus sûr marchepieds pour que le FN accède un jour au pouvoir, par les urnes... ou par la force qu'il ne cesse de renforcer au sein de l'appareil répressif de l'Etat : police justice et armée.

On ne discute pas avec les fascistes !

Attendu avec impatience par les médias et faiseurs d'opinion, le débat d'entre-deux-tours constitue d'après eux le point de basculement qui aurait définitivement consacré la défaite de Marine Le Pen. Symbole achevé de la stratégie de dé-diabolisation poursuivie depuis plus de 15 ans, Macron brisait un tabou en acceptant un débat que Chirac avait refusé en 2002. Perdue dans ses notes, imprécise voire incohérente sur le volet économique, agressive face au jeune banquier ex-ministre de l'Économie, Marine Le Pen n'excitât ce soir-là que sur ce qui constitue la clef de voûte

du programme frontiste : le racisme et la préférence nationale. Dés lors, si on ne prend pas cet élément essentiel en compte, on comprend mal qu'après une telle prestation, la présidente du FN ait pu rassembler pour le deuxième tour près de 3 millions de votes de plus qu'au premier et réaliser le plus haut score du FN depuis la naissance du parti.

Un vote raciste et sécuritaire

La plupart des ouvrages ou des articles consacrés au Front national contribuent à lui donner des arguments pour parachever sa respectabilité, et persuader l'opinion publique qu'il n'est qu'un parti comme les autres. Certains auteurs classés "à gauche" poussent même la « bienveillance » jusqu'à "comprendre" les motivations des électeurs frontistes. Ainsi le sociologue Willy Pelletier, membre de la fondation Copernic, s'évertue-t-il dans un article du *Monde diplomatique* paru en juin à nous expliquer, témoignages "de terrain" à l'appui, que la principale motivation du vote FN ne serait pas le racisme et la préférence nationale, mais la destruction des solidarités engendrée par les effets du libéralisme. Ce serait faire preuve d'idéalisme et d'intellectualisme que de dénoncer ses incohérences et sa xénophobie. La sociologie n'est décidément plus un sport de combat !

Les 3 millions de voix gagnées par Marine Le Pen entre les deux tours ne l'ont pas été sur son programme économique et social, encore moins sur la question européenne et ses hésitations sur une éventuelle sortie de l'Euro, mais sur le choix d'une partie de l'électorat de la droite "dure", orpheline d'un parti institutionnel LR aux abois.

Un pouvoir de nuisance en montée exponentielle

Dans une période marquée par la polarisation, le déclin sinon la disparition des vieux partis institutionnels, le Front national, loin d'être en crise comme nous le serinent régulièrement ceux qui ne veulent pas admettre l'existence d'un danger fasciste, ne va pas rester éternellement "l'arme au pied". Parti structurant et hégémonique de l'extrême droite, il entretient des liens depuis toujours avec une galaxie de groupes activistes prêts à passer à l'action. Des manifestations sauvages de policiers de l'été dernier aux

récentes exactions contre les migrantEs (le dernier en date étant la construction d'un mur près de Tarbes afin d'empêcher l'ouverture d'un centre d'accueil pour réfugiéEs), les voyants sont au vert pour la canaille réactionnaire qui est entrée dans un processus de transgression. La collecte de fonds par les identitaires pour armer une flotte anti-migrantEs montre jusque où ils sont, d'ores et déjà, prêts à aller.

Non, le Front national et ses affidés ne connaissent pas une crise d'orientation révélée à l'occasion des dernières élections. Chien de garde des orientations toujours plus sécuritaires, répressives et racistes d'un État qui subit depuis des décennies sa pression idéologique, il ne peut que se renforcer en attendant la crise institutionnelle propice qui lui permettra d'accéder au pouvoir. Les réajustements programmatiques en cours, notamment sur les questions européennes, tiennent plus de la distribution des rôles que d'une remise en cause stratégique. Le changement de nom évoqué pour son prochain congrès ne serait qu'une nouvelle étape dans une dé-diabolisation largement avancée.

Faire barrage au F-Haine, c'est possible et c'est vital !

Loin d'être une fatalité, un mal inconnu contre lequel on n'aurait pas trouvé d'antidote, nous savons à travers les leçons du passé quelles sont les pistes qui pourraient faire reculer durablement les fascistes et quelles sont les erreurs sectaires à ne pas rééditer. Construire un rapport de forces antifasciste passe par reconquérir, notamment dans la jeunesse, l'hégémonie politique et culturelle : par la reconstruction d'une activité antiraciste permanente ; par la réactivation de réseaux de soutien aux migrantEs et aux sans-papiers ; par une lutte sans merci contre l'islamophobie ; par une vraie politique de front unique large, sans concessions, qui ne retombe pas dans un antiracisme moral et instrumentalisé par quelque pouvoir en place que ce soit.

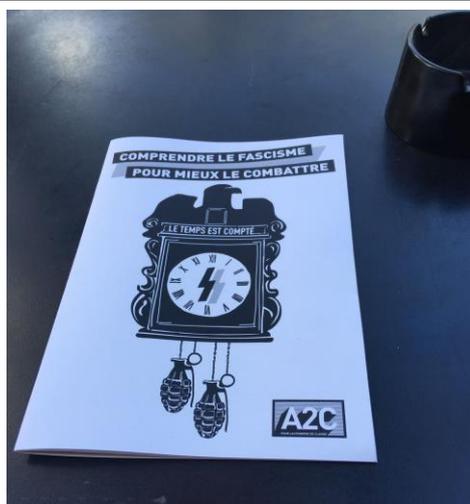
Alain Pojolat

Comprendre le fascisme pour mieux le combattre !

Au mois de Mai dernier, nous avons édité une brochure reproduisant 4 textes d'abord publiés sur notre blog au printemps 2017, qui nous semblent permettre de cerner précisément la réalité du danger fasciste auquel nous faisons face... pour mieux combattre sa résistible ascension.

N'hésitez pas à vous la procurer auprès des militantEs ou à la télécharger sur notre site internet :

<https://autonomiedeclasser.wordpress.com/>



Le rapport de forces est-il (si) dégradé ? 2017 a eu lieu... mais n'as pas clos 2016 !

Toutes les raisons de faire la révolution sont là. Il n'en manque aucune. Ce constat qui ouvre le *Maintenant* du Comité invisible est largement partagé dans les rangs militants. Pourtant, si, comme l'affirmait une banderole pendant le mouvement du printemps dernier, *les conditions objectives sont réunies*, force est de constater que jusqu'ici, nous n'avons pu briser le cycle infernal des défaites et encore moins mettre un coup d'arrêt à l'offensive antisociale, raciste et autoritaire des classes dirigeantes. .

Cependant, quand on discute stratégie et évaluation du rapport de forces, il ne saurait être question d'ergoter sur le verre à moitié plein ou à moitié vide sans prendre en compte les dynamiques politiques et les trajectoires sur le long terme du Capital, de l'État... et de celles et ceux qui y résistent.

Burnout général

L'hégémonie outrancière du capital financier et ses conséquences concrètes (attaques contre les intérêts matériels des populations, perte de légitimité de l'État, effets sclérosant du caractère oligarchique de la propriété, exclusion massive des formes classiques de la valorisation de la force de travail) créent une instabilité politique qui détermine le lien organique entre néolibéralisme et État autoritaire. Incapables de construire le consentement actif des subalternes à une politique économique et sociale qui dégrade leurs conditions matérielles d'existence, les bourgeoisies, notamment européennes, sont lancées dans une course folle à la surenchère raciste et l'aventurisme militaire, en particulier en ce qui concerne l'impérialisme français.

Ces coordonnées générales se traduisent par une moindre distance entre État et Capital : « l'État est de moins en moins capable d'organiser rationnellement et durablement l'hégémonie des classes dominantes, en partie (...), parce qu'il n'est plus assez autonome par rapport à elles » (1). Concrètement, on voit comment, en France, le personnel politique de la bourgeoisie est de plus en plus rapidement « hors service », complètement « rincé », incapable de susciter un quelconque élan populaire en sa faveur, dans un contexte de contradiction entre un marché largement mondialisé et des formes du maintien de l'ordre (dont font partie les farces électorales) maintenues à un niveau national.



C'est à la lumière de ces éléments qu'il faut comprendre la victoire à la Pyrrhus du candidat déclaré de l'oligarchie financière. Macron est l'ultime va-tout pour faire du vieux avec du (prétendument) neuf d'une bourgeoisie qui ne veut rien entendre, dont l'horizon indépassable est la continuation des politiques néolibérales et leurs corollaires sécuritaires et racistes, s'interdisant ainsi d'œuvrer à la constitution d'un bloc social qui lui permettrait d'asseoir son hégémonie. Ceci illustre remarquablement le fait que la bourgeoisie soit intrinsèquement incapable de se projeter au-delà de son intérêt immédiat, compromettant ainsi ses intérêts de long terme (et mettant, par la même occasion, en péril l'avenir de la planète et de l'humanité).

En marche...vers la guerre sociale?

La démocratie bourgeoise se loge dans la relative autonomie de l'État vis-à-vis du Capital auquel il est néanmoins fondamentalement lié. Mais le régime néolibéral, en faisant de l'État l'affaire privée de la bourgeoisie financière, vide la démocratie bourgeoise de son contenu formel.

La séquence électorale française de 2017 nous en offre une illustration saisissante. Elle nous permet de comprendre la fragilité intrinsèque du pouvoir qui en est issu. Plus encore que les dernières farces électorales, cette élection en quatre tours devait permettre un retour à la normale, après un mouvement exceptionnellement long et ancré dans de larges couches de notre classe. La Guyane, les innombrables « luttes invisibles » qui, fait exceptionnel, n'ont pas cessé avec la séquence électorale, les mouvements contre les violences policières, la réussite du 19 mars, un premier mai combatif, le retour des manifs contre les meetings du FN, un Front social qui se constitue et essaime, capable de mobiliser des milliers de personnes dès le lendemain de l'élection présidentielle, l'émergence et l'enracinement de nouvelles pratiques de luttes (cortège de tête, manifs sauvages, occupations de places)... Autant d'éléments qui montrent que l'opération de normalisation n'aura pas fonctionné à plein régime.

Mais surtout, l'écrasante victoire électorale - notamment aux législatives- masque mal le manque de légitimité de ce pouvoir mal élu : à peine 16% du corps électoral a choisi le candidat Macron au premier tour de la présidentielle. Au deuxième tour des législatives l'abstention a battu des records (57,3% des inscrits). On peut estimer que moins d'une personne sur quatre au-dessus de 18 ans et vivant en France, inscritEs, non-inscritE ou étrangerEs, ont exprimé un choix quel qu'il soit. La démocratie bourgeoise ne correspond plus aucunement à la légitimité populaire. L'impopularité des mesures de régression sociale, démocratique et écologique que comptent mettre en œuvre ce pouvoir illégitime issu d'un « *coup d'état démocratique* », comme le qualifie A. Badiou, l'oblige à passer

de la « marche » au pas de course cadencé de la guerre sociale. Les contradictions insolubles de l'accumulation capitaliste, la soumission aux intérêts exclusifs de la finance et les crises économiques que cela annonce, rendent illusoire pour la bourgeoisie de construire un consentement actif et difficile de maintenir le consentement passif des subalternes. La polarisation politique s'accroît, ce qui se traduit par la recomposition de « l'extrême centre » en un parti unique ainsi que par le succès électoral de La France insoumise ou le naufrage du PS.

1 - [Razmig Keucheyan](https://www.contretemps.eu/bonnes-feuilles-letat-pouvoir-socialisme-nicos-poulantzas/) : *Lénine, Foucault, Poulantzas* ; <https://www.contretemps.eu/bonnes-feuilles-letat-pouvoir-socialisme-nicos-poulantzas/>

2 - Le mouvement contre la loi Travail : la possibilité d'un recommencement ; <https://www.bastamag.net/Le-mouvement-contre-la-loi-Travail-et-son-monde-la-possibilite-d-un-re>



Qu'il (re)vienne le temps dont on s'éprenne

Dans ces conditions, il convient de ne pas sous-estimer la portée du mouvement de 2016, notamment en l'enfermant dans des comparaisons (principalement chiffrées) avec les grandes mobilisations antérieures. La mobilisation fut sans conteste moins massive (notamment dans la jeunesse scolarisée) mais sans aucun doute plus « profonde », ce dont témoigne l'exceptionnelle longueur du mouvement, et ses suites déjà évoquées plus haut. Elle ouvre une période de radicalisation à une échelle massive et ainsi « la possibilité d'un (re)commencement » comme l'écrivaient le 2 juin dernier Julien Salingue et Ugo Palheta (2). C'est cette possibilité qu'il faut travailler pour que la bourgeoisie ne tremble pas que de ses contradictions internes mais, aussi et surtout, de la mobilisation massive, radicale et déterminée de notre classe. Et pour cela, les évaluations par trop pessimistes du rapport de forces ne nous sont d'aucune utilité, car elles conduisent à passer à côté des potentialités de la période qui s'ouvre. Leur traduction pratique ne peut être que la fuite : fuite hors de la politique pour le Comité invisible ; fuite en avant vers toujours plus de compromis avec le social chauvinisme de Mélenchon et de celle et ceux qui voient dans La France insoumise le seul espace capable de structurer la radicalité sociale ; fuite en arrière pour celle et ceux qui proposent de faire le dos rond, de se recroqueviller sur un pur programme, en attendant les jours meilleurs. La situation exige bien plus et bien mieux. « Pessimisme de la raison, optimisme de la volonté » comme disait l'autre...

TPP

Qu'est que le réformisme ? **Les deux âmes du réformisme : Mélenchon, « les gens », et nous.**

Avec la fin des élections, les commentateurs politiques ont immédiatement embrayé sur des pronostics en meilleure opposition au gouvernement Macron, entre d'un côté le Front National, fort de ses 10,6 millions de voix au second tour de l'élection présidentielle et 8 député.e.s, de l'autre la France Insoumise (FI) avec 7,1 millions de voix et son groupe parlementaire de 17 élu.e.s. La nouveauté de cette approche repose sur l'énorme instabilité de la situation politique, visible sur le plan électoral par un Président et une Assemblée Nationale les plus mal élus de la Vème République, et sur le plan des sondages par un Président qui n'aura jamais si vite dévié dans sa côte de popularité. Réduire l'opposition à Macron à un groupe parlementaire convient donc bien à un ordre capitaliste qui connaît une crise de la démocratie représentative sans précédent.

Fort de la situation créée par le résultat des élections, Mélenchon, loin de contredire les analyses médiatiques, ne cesse de s'affirmer comme la seule force d'opposition et déclare par exemple que « C'est lui [le groupe parlementaire] qui appellera le pays le moment venu à une résistance sociale (...) ». « Venez les gens ! », le 23 septembre, en est la traduction concrète. Considérer que nos résistances passées se sont incarnées politiquement dans les candidat.e.s de la FI, à qui il suffirait dorénavant de lancer des appels pour les recréer, voilà sans doute une bonne illustration d'une conception réformiste de la situation.

Les nouvelles formes du réformisme

Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur Mélenchon, le travail parlementaire des député.e.s ou sur la FI de façon plus générale, il semble important pour la construction d'une stratégie révolutionnaire de distinguer entre les orientations des organisations réformistes et le sentiment réformiste existant majoritairement au sein de notre classe.

En tant que phénomène politique, la FI n'est pas une particularité nationale : on assiste depuis quelques années à l'émergence de nouveaux mouvements politiques partout en Europe, qu'ils se situent à l'intérieur des partis traditionnels (le phénomène Corbyn dans le parti travailliste en Angleterre...) ou en-dehors (Syriza en Grèce, Podemos en

Espagne, France Insoumise en France...). Ces phénomènes se construisent sur la base d'une critique des courants traditionnels de la social-démocratie, et trouvent ainsi une audience parmi celles et ceux qui contestent l'ordre établi. Mais théoriquement, ils ne constituent pas une alternative au réformisme. Ils invoquent souvent des modifications sociales induites par le néo-libéralisme pour aller chercher leurs références théoriques dans des auteurs qui tendent à démontrer que le clivage entre réforme et révolution serait dépassé : nécessité de construire un nouveau sujet politique (le « peuple ») du fait de l'atomisation de la classe ouvrière, grâce à un leader (Laclau et Mouffe), possibilité transformer l'État de l'intérieur parce qu'il serait un condensé des rapports de force entre les classes (Poulantzas), etc. Mais on retrouve finalement aussi nombre des arguments qui se sont répandus dans le mouvement ouvrier à la fin du XIXème siècle et fait l'objet de polémiques importantes (Rosa Luxemburg contre Bernstein dans *Réforme sociale ou révolution*, Lénine contre Kautsky dans *l'Etat et la révolution*) : c'est à partir de la séparation entre les sphères économiques et politiques sous le capitalisme que se théorise la possibilité de la conquête de l'une pour transformer l'autre, là où une perspective révolutionnaire considère les deux comme inextricablement liées.

Le réformisme puis ses racines dans la conscience contradictoire de notre classe

Le problème, c'est que le réformisme n'est pas d'abord une théorie ou un courant qu'il suffirait de combattre avec des arguments ou des textes convaincants. Comme l'exprime Gramsci, il puise ses racines dans la conscience contradictoire de celles et ceux qui subissent l'ordre établi et ont intérêt à le supprimer, aspirant à un monde meilleur mais n'ayant pas la confiance de le changer elles/eux-mêmes. Par exemple, le désaveu des partis politiques qui ont trahi ces aspirations, illustré par l'effondrement électoral du PS, ne se traduit pas mécaniquement par la prise de conscience de la nécessité de reprendre ses affaires en mains afin d'abattre la société capitaliste et ses institutions. Par conséquent, ce qui est central, c'est d'aider à augmenter la confiance des travailleurs à travers leurs propres expériences de lutte, pas simplement parce que c'est le meilleur moyen d'obtenir des victoires, mais aussi parce que les dynamiques de luttes collectives sont un terrain favorable à la politisation et la radicalisation des personnes qui s'y engagent, ouvrant un espace dans lequel les acteurs peuvent reconnaître leur pouvoir d'obtenir des changements, y compris révolutionnaires. Il serait donc sectaire de rester en-dehors des luttes initiées par des réformistes, ou de refuser leur participation à celles qui ne sont pas de leur fait, mais cela doit se faire en argumentant contre tous les obstacles à l'émancipation collective.

Dans une de ses interventions publiques récentes, Mélenchon nous dit : « *Il faut que vous vous prépariez à agir en interaction avec vos parlementaires, qu'il y ait une osmose entre le mouvement de masse et la représentation politique que nous sommes* ». A bien y regarder, cette

arrogance affichée ne parvient pas à masquer une des grosses faiblesses de la France Insoumise, à savoir que cette osmose n'existe pas.

De façon générale, même si les courants réformistes se développent sur la base des luttes pour des réformes, il y a une tension importante entre les deux, qui relève des dynamiques spécifiques à chacun. La campagne présidentielle de Mélenchon n'aurait pas connu la même dynamique en 2012 sans le grand mouvement des retraites en 2010, de même qu'en 2017, quelques mois après le mouvement contre la loi travail et son monde. Mais la stratégie des réformistes qui consiste à conquérir les institutions existantes peuvent aussi entrer en conflit avec des mouvements qui dans leur dynamique sont susceptibles de produire un sentiment du pouvoir collectif de changer les choses. Pour ne prendre qu'un exemple, le mouvement contre la loi travail a également produit des occupations de places sur lesquelles des milliers de personnes se réunissaient pour débattre des stratégies pour changer le monde, tandis que la majorité des organisations politiques cherchaient surtout à se mettre en branle pour les élections présidentielles, accordant ainsi peu de crédit à la recherche par en bas d'une alternative politique globale.

Par ailleurs, la FI est loin d'organiser l'ensemble de la contestation et du sentiment réformiste qui existent dans la société, contrairement à ce qui pouvait être le cas dans la majeure partie du XXème siècle où les organisations réformistes organisaient des millions de personnes. Par conséquent, la construction de cadres d'action réduits à des accords unitaires entre organisations, ne cherchant pas impliquer plus largement l'ensemble des exploité.e.s et des opprimé.e.s, est devenue une tactique politique erronée.

Enfin, la recherche d'une perspective globale d'émancipation, de plus en plus présente au sein des luttes partielles, doit nous pousser dans les mois qui viennent à favoriser l'émergence de toutes les formes de contrôle de notre classe, à l'encontre des perspectives réformistes. C'est en ce sens que Rosa Luxemburg, dans sa polémique contre Bernstein, expliquait que réforme et révolution ne sont pas des voies différentes vers le même but, mais conduisent fondamentalement à des buts différents.

Vanina Giudicelli





2 et 3 septembre 2017

Week-end de discussions

Samedi 2 septembre

9h30 : *Accueil (apportez du café et des croissants !)*

10h-12h30 : ***L'impérialisme à partir de la situation au Moyen-Orient***

12h30-14h : Repas collectif où chacun.e rapporte de quoi manger.

14h-16h30 : ***L'antiracisme et les théories du privilège : les blanc.he.s bénéficient-ils/elles de l'oppression des racisé.e.s ?***

16h30-17h : Pause

17h-19h30 : ***Qu'est-ce que le réformisme ?***

Dimanche 3 septembre

9h30 : *Même chose que le samedi (en plus difficile !)*

10h-12h30 : ***La situation actuelle et nos interventions***

Nous partirons des articles écrits pour ce bulletin afin de discuter des perspectives dans les mois à venir.

12h30-14h : Repas collectif où chacun.e rapporte de quoi manger.

14h-16h : ***Point pratique lié à aux prochaines activités d'A2C***

Modalités Pratiques :

Des possibilités d'hébergements existent, il suffit de se signaler.

Les militant.e.s hors de la région parisienne peuvent être remboursé.e.s de leur trajet.

Une participation sera demandée en fonction de ses possibilités de chacun.e afin de couvrir les frais

Discussions autour d'une proposition de « Qui sommes-nous ? », de la mise en place d'un système de cotisations pour faire face aux frais du groupe, des prochaines réunions, etc.

SOMMAIRE

Le mouvement sera antiraciste ou ne sera pas	page 1
Pourquoi la lutte antiraciste est cruciale ?	page 2
FN : la bête immonde qui monte...	page 3
2017 a eu lieu... mais n'as pas clos 2016	page 5
Les deux âmes du réformisme : Mélenchon, « les gens », et nous	page 6